

DEPARTEMENT  
DU VAL D'OISE

ARRONDISSEMENT  
DE  
SARCELLES

CANTON  
DE  
DEUIL LA BARRE

VILLE DE GROSLAY

## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC  
STATIONNEMENT D'UN CAMION GRUE  
RUE CARNOT

### ODP ST/ BBY N° 2024 - 49

Le Maire de la Ville de GROSLAY,

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et relative aux droits et libertés des collectivités locales,

Vu la Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

Vu la loi du 5 avril 1884, notamment l'article 97,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2213-2,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment les articles :

- L 111-1 à L 112-7, R 112-1 à 112-3 relatifs à l'emprise sur le Domaine Public,
- L 113-1 à L 113-7, R 113-1 à R 113-10 concernant l'utilisation du Domaine Public,
- L 115-1, R115-1 à R 115-4 pour la coordination des travaux exécutés sur les voies publiques situées à l'intérieur des agglomérations,
- L 116-1 à L 118-8, R 116-1 et R 116-2 traitant de la police de la conservation du Domaine Public Routier,

Vu les dispositions du Code de la Route en vigueur,

Vu la demande du mardi 5 mars 2024 de la **société TRIAGE MATERIEL PROFESSIONNEL, 100 avenue de Choisy, 94190 VILLENEUVE SAINT GEORGES pour le compte de la SOCIETE PARISIENNE DE BIERE, 29 rue Carnot, 95410 GROSLAY.**

**CONSIDERANT** que le stationnement d'un camion grue au droit du n° 29 rue Carnot à GROSLAY ne permet pas d'assurer le stationnement des véhicules sans risque d'accident et qu'il convient de sauvegarder la sécurité publique,

### ARRETE

**Le lundi 11 mars 2024 inclus,**

➤ **Rue Carnot**

**ARTICLE 1 :** Afin de laisser libre la manœuvre d'un camion grue de la **société TRIAGE MATERIEL PROFESSIONNEL**, le stationnement sera autorisé lundi 11 mars au droit du n°29 rue Carnot à GROSLAY.

**Tout véhicule en stationnement sera considéré comme gênant et fera l'objet d'une demande d'enlèvement.**

**ARTICLE 2 :** la société **TRIAGE MATERIEL PROFESSIONNEL**, prendra toutes les mesures nécessaires de sécurité pour permettre l'accès des véhicules des riverains au droit de leur propriété ainsi que l'accès aux véhicules d'urgence et de services publics (pose de garde-fous, de barrières de sécurité, de lampes et banderoles, etc.).

**ARTICLE 3 :** La sécurité des usagers et des piétons sera, si nécessaire, assurée par un barriérage ou un balisage complété par une signalisation adaptée (cheminement des piétons maintenu ou dévié). Les panneaux indiquant la réglementation à appliquer seront mis en place et entretenue par les entreprises effectuant les travaux.

**ARTICLE 4 :** La signalisation de restriction et de déviation du chantier sera conforme aux prescriptions des manuels du chef de chantier et définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie), approuvée par arrêté interministériel du 15 juillet 1974 et modifié par décrets des 5 et 6 novembre 1992.

**Elle sera mise en place par la société TRIAGE MATERIEL PROFESSIONNEL.**

# VILLE DE GROSLAY

---

## **ARTICLE 5 : Redevance**

La société **TRIAGE MATERIEL PROFESSIONNEL**, 100 avenue de Choisy, 94190 VILLENEUVE SAINT GEORGES, s'acquittera auprès de la Trésorerie de Montmorency d'une redevance, calculée conformément aux dispositions décidées par délibération N°23-11-74 du conseil municipal du 23 novembre 2023.

La redevance est calculée sur 1 jour (le 11 mars 2024) au droit du n°29 rue Carnot à GROSLAY, détaillée ci-après :

- Redevance = 35 € / jour  
**Le montant total est de 35 € : 35€ x 1 jour.**

Cette redevance est payable à réception du **titre de recette envoyé par Trésor Public**.  
En cas d'abandon ou de cessation d'activités, les droits ne sont pas remboursables par la commune.


**ARTICLE 6** : Les services de police seront habilités à prendre toutes les dispositions nécessaires et complémentaires au présent arrêté afin de garantir la sécurité du public et le bon déroulement des travaux, notamment en ce qui concerne les véhicules stationnés en infraction, aux heures et lieux indiqués par ce dernier qui pourront être enlevés aux risques et frais imputés à leurs propriétaires (article R 417-10 § II 10° du Code de la Route qui prévoit et réprime le stationnement gênant).


**ARTICLE 7** : Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

## **ARTICLE 8 :**

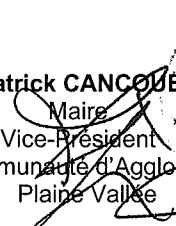
- Monsieur le Maire de la ville de Groslay,
  - Monsieur le Commissaire de Police d'Enghien-les-Bains,
  - Madame la Directrice Générale des Services,
  - Monsieur le responsable des services techniques
  - Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
- sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.


**RENDU EXECUTOIRE le 11/03/2024**

  
**Patrick CANCOUET**  
Maire  
Vice-Président  
de la Communauté d'Agglomération  
Plaine Vallée (d'Oise)



**Fait à Groslay, le 05/3/2024**

  
**Patrick CANCOUET**  
Maire  
Vice-Président  
de la Communauté d'Agglomération  
Plaine Vallée (d'Oise)



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.